

T'OKUP! n°55 / octobre 2005

www.squat.net/ea

PRESENTATION: Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

Antifanews

Pas d'antifascisme sans anticapitalisme

Ces temps, les néo-nazis sont en vogue sur les écrans avec la sortie de *White Terror* du réalisateur Daniel Schweizer. Mais outre au cinéma, ils se sont aussi illustrés sur le terrain cet été. Sélection de quelques exemples marquants.

Les médias se sont gargarisés de la présence de 800 crânes rasés (dont environ 200 romands) lors de la fête nazionale au Grütli le 1er août. C'est pourtant moins leur présence qui a l'air de poser problème aux chantres de la démocratie libérale que le fait qu'ils aient "chahuté" le conseiller fédéral de service, ce qui n'est finalement qu'un terne remake d'une parodie désormais rituelle depuis 2000. Il est facile, pour ne pas dire utile, de pointer du doigt ce ramassis de fascistes, pour la plupart très jeunes, plutôt que de dénoncer les avatars de la politique suisse qui semble ne plus vouloir s'arrêter dans le durcissement raciste des lois sur l'asile et les entreprises sécuritaires.

Voilà 2 ans que la riposte anti-

fasciste s'organise face au show médiatique des nazis-skins au Grütli orchestré par l'organisation extra-parlementaire NAPO et le PNOS, parti qui a réussi à faire élire quelques représentants dans des petites communes de la campagne suisse allemande sur la base d'un copier-coller à peine actualisé du programme du NSDAP des années 30.

En 2004, une manif antifasciste avait lieu à Lucerne. Pour 2005, l'Alliance pour un Brunnen multicolore et le Réseau antifasciste supra-régional avaient sollicité en vain une autorisation de manifester le 1er août à Brunnen, où les fachos se plaisent à défiler à leur retour du Grütli (T'Okup! 54). La manifestation antifa s'est donc de nouveau tenue à

(suite page 2)

Asile

La mort en exil

Le 4 avril 2005, M. R. est incarcéré à Frambois. C'est une prison. Une vraie prison. Une prison avec des murs, une prison avec des barreaux. Une prison pour l'attente. L'attente d'une expulsion. Une expulsion hors du territoire suisse. Ça s'appelle les mesures de contrainte.

M. R. est en suisse depuis environ huit ans. Il y avait déposé une demande d'asile. Il avait dû fuir l'Algérie.

Après des mois d'incarcération, le 5 septembre 2005, il est emmené à l'aéroport de Genève. Les autorités suisses ont décidé de l'expulser de suisse. De force. Vers l'Algérie. Il

refuse. A l'aéroport, il demande à parler au commandant de bord. Il lui dit calmement qu'il est expulsé, sous mesures de contrainte, et qu'il ne veut et ne peut pas rentrer en Algérie.

Le commandant de bord refuse de faire embarquer M. R.

Il est ramené vers le fourgon en vue de son retour à la prison Frambois. Les personnes responsables (les garde-frontières ?) du transport entre la prison et l'aéroport le passent à tabac. Fort. Très fort.

Il est très violemment frappé : il est frappé sur l'entier de son

(suite page 2)

Asile

Le conseil d'état sous mesures de contrainte!



Sous le motif de REGULARISATION a lieu le 10 septembre une manif organisée conjointement par la Coordination asile Vaud, le Collectif vaudois de soutien au sans-papiers et le groupe des 175 requérantEs éthiopiENs et érythréENs frappéEs depuis mai 05 par une interdiction de travail. Près de 2000 personnes sont témoins de l'arrestation et expulsion du conseil d'état.

Jacqueline Maurer, à la tête du département de l'économie et une des responsables des interdictions de travail, est la première à subir l'efficacité des deux policierEs en tenue d'intervention. Arrêtée et sifflée devant le Palais de Rumine d'où elle sort avec ses six collègues, elle est après un bref interrogatoire enfermée dans une cage tirée par un avion de la compagnie "Expulssair". Louis

(suite en dernière page)

Refuges

Une famille de requérantEs deboutEs se trouvant depuis juillet 05 au refuge de Lausanne a reçu des mesures provisionnelles de la part de la CRA (Commission de recours en matière d'asile) à Berne. Elle a pu quitter le refuge de Lausanne le 14 octobre qui a par conséquent fermé ses portes. La maison des migrations de Grandson gérée par la Coordination asile du Nord-Vaudois a pris le relais et accueillie depuis vendredi 14 octobre un requérant menacé d'expulsion.

La mort en exil (suite de la première page)

corps, au fond de son être. Humilié. Dégradé. Anéanti. Les marques sur son corps ne sont que le miroir de ce qu'est la politique d'asile dans ce pays.

Quand M. R. est ramené à la prison de Frambois, le directeur, dans le but aussi de se "blanchir", a fait appel à un médecin afin qu'il établisse un constat médical et également à la Ligue des Droits de l'Homme. Un autre rapport est également parvenu à Amnesty International.

Le 23 septembre, M. R. est libéré

de Frambois... Six mois de prison pour rien. Comme tous les mois dans toutes les prisons. Six mois de violence d'état. Une violence sans limite.

Le 1^{er} octobre, M. R. est trouvé mort dans l'appartement d'une amie. Presque quatre semaines après son tabassage. Huit ans après son arrivée en suisse. Après des années d'enfer en algérie.

Les années en suisse n'ont été qu'attente, souffrance, détresse, incertitude. Des années à ne pas savoir, des années sans avenir, juste un passé qui empêche le présent et qui détruit l'avenir.

Quoi qu'il en soit, la violence d'état tue. Notre seule réponse : résistance.

Salut R.



Pas d'antifascisme sans anticapitalisme (suite de la première page)

Lucerne, sous surveillance d'une police nombreuse et lourdement équipée, pendant que les néo-nazis ont pu tranquillement crier leurs slogans xénophobes sous les yeux d'une police en petite tenue, malgré un décret cantonal interdisant toute manifestation à Brunnen ce jour-là. La police et les autorités de Brunnen et du canton de Schwytz ont manifestement choisi leur camp... Mais ils n'auront pas la partie si facile puisqu'une demande d'autorisation pour le 1^{er} août 2006 leur a d'ores et déjà été adressée en date du 12 août 2005 par l'Alliance pour un Brunnen multicolore. Deux mois plus tard, celle-ci reste toujours lettre morte.

Autre exemple: le 8 juillet 2005, un groupe de jeunes qui participaient à un camp anti-G8 sont attaqué-e-s par des fachos vers la gare de Thoune. Un des néo-nazis sort une arme de poing, tire trois coups dans le tas et touche une personne à la jambe. Une manif spontanée de protestation est plus ou moins tolérée le lendemain, mais la manif antifasciste appelée pour le samedi suivant est interdite et empêchée par la police (une trentaine d'arrestations)*. Dans ce cas, la couverture médiatique a été beaucoup plus faible, mais il est vrai que le jeune homme blessé n'était pas conseiller fédéral...

Dernier exemple en date: la présence de plus de 400 nazis suisses, autrichiens, allemands, français et italiens le 17 septembre à Gamsen près de Brig pour des concerts à la mémoire de Ian Stuart, fondateur de l'organisation Blood & Honour et chanteur phare de la scène néo-nazie mort accidentellement en 1993. Cette date est traditionnellement l'occasion pour le BH d'organiser son plus grand raout annuel (leur tentative de faire l'édition 1998 au Chalet-à-Gobet avait fait quelques vagues dans le canton de Vaud). En dépit de ce fait avéré, la police prétend n'avoir été informée que le jour-même et a préféré ne pas intervenir, malgré les entraves flagrantes à la loi contre le racisme. Ce n'est que suite à la diffusion des images filmées en caméra cachée par la télévision suisse alémanique que les autorités essaient de

**voir aussi article ci-contre*

se rattraper après-coup en engageant des poursuites contre les organisateurs.

Il ressort des trois cas mentionnés une impression d'asymétrie entre la marge de manoeuvre laissée aux extrémistes de droite et la criminalisation croissante des milieux de gauche radicale. Lorsque quelques centaines de fachos insultent un conseiller fédéral, défilent dans les rues malgré une interdiction de manifester ou violent publiquement la loi contre le racisme, la police se contente d'observer sous prétexte de ne pas provoquer une escalade; mais quand il s'agit de manifestations antimondialisation ou antifascistes, on ne compte plus les exemples où des dispositifs policiers ahurissants empêchent tout rassemblement (on peut en trouver quelques exemples en feuilletant les anciens T'Okup!). Mais qui pourrait encore s'en étonner quand on voit dans le dernier rapport sur l'extrémisme du DAP (police fédérale) que des lieux comme le centre culturel alternatif subventionné de la Reithalle à Berne ou les squatters genevois sont plus dangereux pour la sécurité intérieure que les groupuscules néo-nazis!? Une fois l'Euro de foot 2008 passé, on peut d'ailleurs craindre que le nouvel arsenal légal censé lutter contre le hooliganisme et l'extrémisme de droite sera plutôt utilisé contre les manifestations de gauche (WEF&co).

Cela démontre qu'il serait vain, voire erroné, de compter sur la police et les

instances étatiques pour combattre le fascisme. Les manifestations néo-nazies ne représentent que la pointe d'un iceberg. Certains néo-nazis (pré)pubères aiment se considérer "en lutte contre le système", mais ils font le jeu de la politique bourgeoise en effectuant les sales besognes. Tout en les débusquant partout et toujours, peut-être ne faut-il pas leur faire une publicité inespérée. Quant aux partis gouvernementaux si bien-pensants, ils n'ont pas besoin de nazillons pour mener une politique raciste et xénophobe au mépris de conventions internationales, avec l'accord plus ou moins explicite de la majorité des député-e-s et malheureusement d'une grande partie de la population. Les derniers durcissements particulièrement révoltants de la loi sur l'asile adoptés par les Chambres n'en sont que la triste illustration, avec notamment la suppression de l'admission humanitaire et l'extension des mesures de contrainte à 2 ans de détention.

Les atermoiements des antifascistes de salon ne seront d'aucun secours pour une réponse antifasciste efficace. D'autre part, une focalisation sur les groupuscules néo-nazis seulement risquerait de faire oublier que les germes du fascisme sont

dans les structures guerrières, patriarcales, racistes et autoritaires de la société capitaliste. La lutte continue.

Antifa-Lausanne



Genève/Thoune : La police n'aime pas le rouge et le noir.

Lors de la manif du 15 octobre contre l'OMC à Genève, qui a réuni env. 3000 personnes, des drapeaux libertaires ont été confisqués par les flics lors d'une descente effectuée dans un tram se rendant au départ de la manif. Prétexte: rouge et noir = black bloc. Pas de problème par contre pour Attac, LCR 100% à gauche (avec 20% gratuit?), les VertEs françaisEs, etc. qui avaient doté chacunE de leur manifestantE d'un drapeau à leur couleur. Un vrai défilé publicitaire. De nombreux-ses manifestantEs qui n'avaient pas le look assez citoyen se sont encore fait contrôler, fouiller, filmer et confisquer bonnet, lunettes, banderolles et autre.

Même jour, mais le soir, la promenade antifasciste de Thoune était étouffée dans l'oeuf. 350 personnes encerclées et contrôlées par à peu près autant de flics, avec plusieurs blessé-e-s suite à l'usage intensifs de gaz lacrymogènes et des tirs de balles en caoutchouc à bout portant.

Bref, si on e encore le droit de manifester, il est interdit de déranger. Faudrait une fois en débattre et s'organiser...

Les politiques rongent «Chien Rouge»!!

Voilà une année et quelques miettes que nous occupons l'ancienne polyclinique dentaire, rebaptisé «Chien Rouge». S'y sont développées des activités artistiques et culturelles multiples, des concerts aux contes pour enfants en passant par les bouffes pop ou projections de film.

Entre en jeu le Canton de Vaud, propriétaire des bâtisses, qui lui avait décidé de se débarrasser de son «parc immobilier» afin «d'assainir ses finances». En avril dernier nous avons donc eu droit à des visites d'une vingtaine de «potentieles propriétaires». S'ensuit une vente aux enchères mais pour pas chère (comme on a cru comprendre). Et enfin, en été, une lettre nous signale de vider les lieux avant fin janvier 2006 pour cause de vente.

Malgré les secrets entourant «la mystérieuse future propriétaire» nous avons réussi à établir un contact avec elle. Elle nous affirme avoir signé une promesse de vente avec le Canton. Elle veut démolir l'annexe pour faire place à un parking et rénover le bâtiment principal afin d'y faire des appartements meublés haut de gamme. Toutefois, pas moyen de négocier un contrat de confiance avec elle. Elle compte commencer les travaux dès début février. Nous, on sait que l'obtention d'un permis de démolition, ça peut durer... Puisqu'elle a un esprit conciliateur, elle serait toutefois d'accord que quelques masseur-euses puissent rester pendant les travaux (sans doute pour masser les ouvrier-ères fatigué-es ?!).

Du côté du Canton, pas moyen de négocier. «Le canton vend des bâtiments vides», dixit Monsieur Pont (le chef du service immobilier et logistique). Et de toute façon, d'après les autorités, le/la futur-e propriétaire n'est pas encore désigné-e! Finalement, le Grand Conseil n'avait pas encore donné son accord à la vente. Fin septembre nous avons donc recours au bon vieux lobbying. A 9h du mat', avec banderole et oreilles de chien rouge sur les têtes, nous nous retrouvons devant le Grand Conseil, dans le but de distribuer des lettres aux député-es et de papoter un peu.

Stupéfaies, nous apprenons que soit-disant une solution de relogement nous aurait été proposée. Après cinq heures d'attente, nous assistons enfin au débat animé sur la vente de notre maison. Plusieurs intervenant-es de gauche demandent des précisions et s'expriment contre le bradage du bâtiment et en défense de «Chien Rouge». Puis on entend M. Broulis, conseiller d'état en charge du dossier, affirmer que les usager-ère-s pourront rester "jusqu'au premier coup de pioche" et cela même sans problème. Pas de surprise pourtant, la vente du bâtiment est confirmée et lorsque la gauche demande de mettre par écrit que les usager-ère-s pourront rester jusqu'au début des travaux, le même Broulis appelle à voter contre. C'est refusé par 66 voix contre 62. Néanmoins, à la suite du débat, il aurait promis dans les toilettes qu'on peut rester jusqu'au début des travaux!

Affaire à suivre...

Le Désert à nouveau occupé

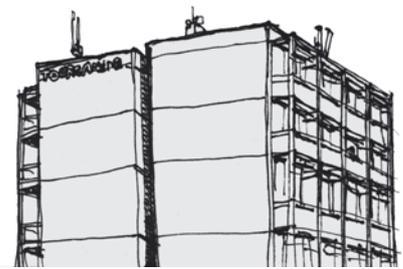
Chassé-e-s du squat de St-Sulpice, Trashland a occupé l'annexe de la maison du Désert. Anciennement occupée par l'ALJF, la maison était vide depuis qu'avait brûlé en janvier 2005 (cf. T'Okup n°50). Affaire à suivre...

Vie de château

La bâtisse du Vieux-Crêt à Chéserey (près de Nyon), laissée à l'abandon depuis environ 3 ans, a été occupée le 5 septembre par un collectif désireux de se mettre au vert. Une plainte a été récemment posée par la propriétaire et la police a fait sa visite. Des travaux dits "de sécurisation" semblent soudain démanger la propriétaire mais le collectif refuse de quitter les lieux: il s'agirait bien plutôt de rendre la maison inhabitable jusqu'à d'éventuels travaux de rénovation pour lesquels aucun permis n'a encore été obtenu. Jusqu'ici tout va bien.

A ne pas manquer: accueil au Château le 12 novembre pour la pendaison de crémaillère (possibilité de dormir sur place).

Le collectif Château Ferme.



Nouvelles du squat du Rio à la Blécherette

La maison du Rio a été occupée samedi 1^{er} octobre par une dizaine de personnes.

La propriétaire, la commune de Lausanne, n'a pas tardé pour se manifester...

La municipalité de Lausanne, à dominance socialo-écologiste pour celles et ceux qui ne s'en rendraient pas compte, a porté plainte le 6 octobre contre les occupant-e-s, exigeant l'évacuation dans les 24 heures suivant réception de la nouvelle, avec l'intervention des flics, si besoin. Le juge chargé de l'affaire n'a pas accepté les mesures d'extrême urgence, mais a convoqué tout le monde à une audience le 20 octobre à 10h. Audience à laquelle nous ne sommes pas allé-e-s, mais avons transmis un dossier de défense.

Le pouvoir municipal prétexte des raisons de sécurité pour demander l'évacuation d'une maison vide depuis plusieurs mois, alors que l'hiver arrive à toute allure. Un architecte venu le lendemain de notre occupation n'a constaté aucun risque d'effondrement brutal, comme l'affirme la Ville. Nous effectuons actuellement des travaux de remise en état et de consolidation pour que nous puissions vivre en ces lieux de longues années. Si la commune est incapable d'entretenir une maison d'habitation, alors que sévit la pire crise du logement depuis ces cinquante dernières années, nous estimons légitime de s'approprier cet immeuble!

Nous dénonçons l'incurie d'un pouvoir incompetent qui se gargarise de constructions de milliers de nouveaux logements, alors que le problème vient bien de la manière totalement gargantuesque dont vit notre société: combien à Lausanne (et ailleurs) y a-t-il de pièces habitables par habitant-e-s? 2, 3, 5? Un nombre certainement beaucoup trop élevé qui, s'il était réduit, permettrait d'éviter des nouvelles constructions immondes qui saccagent notre environnement urbain. Nous dénonçons cette course affolante à la richesse matérielle qui mène à la ruine de notre planète, des rapports humains et de notre équilibre psychique.

Le collectif du Rio

Les Aubépinés

L'affaire de l'ex-squat des Aubépinés est finalement close. Le propriétaire a retiré sa plainte contre les douze personnes impliquées dans l'occupation qui a duré 8 heures avant une évacuation violente (plusieurs blessé-e-s), le 1^{er} août 2003.

La juge d'instruction a, par contre, confisqué tous les outils (perceuses, poste à souder, etc) présents sur les lieux, estimant que "ces objets compromettent la sécurité de personnes, la morale ou l'ordre public" (eh oui, c'est légal!). Après les frais d'avocat, reste maintenant à rembourser le matériel confisqué. Donc, venez nombreux-ses à la soirée de soutien le 29 octobre à l'espace autogéré.





Rochat chef de la police et chrétien la rejoint sous peu. Tentant en vain de trouver refuge auprès du seigneur, il se fait attraper aux avant-portes d'une église. Les deux conseillerEs Lyon et Maillard privilégient la stratégie de passer inaperçuEs. Leur collègue Marthaler présent sous forme de plante verte leur donne une occasion de camouflage inespérée. Malgré cette idée ingénieuse les trois éluEs de gauche, brillant par leur silence en matière d'asile, sont repéréEs et transféréEs dans la cage à expulsion. Le même destin attend le radical Pascal Broulis qui, hésitant entre ses origines grecques et son appartenance politique, finit lui aussi par tomber dans les menottes

Service ou sévice?

Deux requérants d'asile déboutés ont été arrêtés mercredi 5 octobre afin de les mettre sous mesures de contrainte en vue de leur expulsion. Tandis qu'un des deux requérants se trouve toujours à Frambois dans la prison d'expulsion, la juge de paix a libéré le jour même l'autre requérant. Elle s'est basée sur le fait que le requérant en question avait un permis de séjour valable jusqu'à fin octobre. Suite à ces bonnes nouvelles, le SPOP (Service de la Population) est actuellement en train de modifier les attestations existantes afin d'éviter que ceci puisse se reproduire une autre fois. Vive la rapidité et l'efficacité de l'administration vaudoise.

de la police. Jean-Claude Mermoud, fameux depuis longtemps pour ses méfaits en matière d'asile, se fait spectaculairement arrêter et faillit être lynché par la foule impatiente. A St-François la sentence finale tombe: tout le conseil d'état est prié de prendre le vol de la compagnie easy-jette-dehors et se fait expulser sous les huées des personnes présentes.

La lutte contre la politique d'asile cantonale et nationale continue!

Plus d'info sur www.stoprenvoi.ch.

Pour l'arrêt immédiat des expulsions! - Pour la liberté de circulation et un droit au séjour pour chacun et chacune! - Pour la REGULARISATION des requérantEs déboutés!

Suite à cette action théâtrale, les éminences du PS, véné-e-s de voir leurs élu-e-s brocardé-e-s, ont coupé les ponts avec la Coordination asile. Bel exemple de solidarité, belle illustration d'électorisme.

agenda

Maison du Peuple, Salle Jean-Jaurès (5-6) [nov.] dim.13, 17h: Alexis Buss secrétaire générale du syndicat Industrial Workers of the World interviendra sur le thème: Histoire, idées et luttes actuelles des IMWW aux USA.

C.I.R.A., Av. de Beaumont 24 [oct.] lun.31, 19 h "Quand on allait voir Carlos", vidéo, Suisse, 1995, 50'

Pôle sud, Av. Jean Mercier 3 [nov.] lun.21, 19 h "Acratas" de Virginia Martinez. La cinéaste Uruguayenne présente son documentaire: histoire de l'évasion d'anarchiste expropriateur en 1928.

Espace autogéré, César-Roux 30. Chaque jeudi à 20h00, restaurant végétarien [oct.] Jeu. 27: INFOKIOSK féministe (non mixte) 18h30 Lectures d'autrices romandes Sam.29: Fête de soutien à l'ex squat des Aubépines: Concert: COVERKILL (metal covers, GE/Lsne) + ALPE DYNAMO (electropop, Lôzane) + GITANES SANS FILTRE [nov.]Jeu.3: 22h Concert: The MAGNETIX (Primitiv nineties Rock'n'Roll) IRMA &

LOUISE (garage, Berne) Jeu.24: 18h30 INFOKIOSK féministe (non mixte) Lectures dégenrées, apparemment 21h Concert: IVA NOVA (extreme girl's folklore, Russie) [déc.] Jeu.15 INFOKIOSK féministe (non mixte) 18h30 Lectures érotiques.

[jan.] Jeu.19: INFOKIOSK féministe (non mixte) 18h30 Réflexion sur l'art féministe engagé.

Cinéma Oblò, Av.de France 9, Lausanne «Oscar» !!! version espagnole, sous titré anglais!!! documentaire, DVCAM, Argentine, 2004, couleur, 61 min, dirigé par Sergio Morkin, produit par Nicolás Avruj et Sergio Morkin.

Salon de thé à la Laiterie, Les lundi de 16h à 19h, Martery 23 .

Ciné bouffe aux tilleuls, Les lundi à 19h30, Route de Lausanne 52, TL n°7, arrêt Renens-Village

Bouffe pop au Chien rouge, Les vendredi à 20h00, César-Roux 23

Violences policières à Cornavin: plainte rejetée

Une petite brève suite à une plainte classée pour violences policières à la gare Cornavin de Genève, le 29 mars 2003 (cf T'OKUP n°52) :

Après un rejet du recours déposé il y a 6 mois, le procureur général clôt le dossier de la plainte, la jugeant irrecevable. La version des faits des agents de police primant sur la version des manifestant-e-s : "La plaignante avait été surprise en train de tirer un agent par son gilet, et, celle-ci, ayant été repoussée une première fois, est revenue à la charge, et a dû être maîtrisée par les policiers". Version qui diffère passablement de celle des gens présent-e-s sur le quai ou dans le train ce jour-là. Voilà, plainte balayée, affaire classée.

Squat de la Cité: sympatisant-e-s acquitté-e-s cinq ans plus tard...

En janvier 2003, 5 sympatisant-e-s du squat de la Cité (occupé en juin 2000) s'étaient retrouvées devant le tribunal de police, inculpé-e-s de violation de domicile. Au terme de l'audience, l'Etablissement Cantonal des Assurances (ECA), propriétaire de la maison, avait demandé la suspension du procès afin de négocier directement avec les occupant-e-s. Peu après, l'ECA obtenait un permis de construire fortement contesté et quelques mois plus tard, les travaux de démolition étaient sur le point de démarrer. Les squatters avaient alors quitté la maison après 3 ans d'occupation. Malgré cela, l'ECA n'avait pas retiré sa plainte et le procès des 5 sympathisant-e-s était toujours pendant. L'affaire vient finalement de se terminer: à la demande de l'avocat des occupant-e-s et énervée par le silence radio de l'ECA, la juge a rendu un non lieu il y a quelques semaines.



Les déchets, un business lucratif?

Ça y'est, la nouvelle campagne d'affichage de soi-disant développement durable est lancée en région lausannoise. On y voit entre autres un éminent capitaine d'entreprise déclarer: "Je trie mes déchets, car je pense à demain". C'est bien, mais on devrait peut-être commencer par ne pas en produire, du coup y'aurait même pas besoin de les trier.



Marches blanches pas si blanches

Le retour de la brume marque aussi le retour des marches blanches contre la pédophilie. La plupart des villes romandes y ont eu droit. Si l'intention est bonne, le résultat révolte: focaliser sur le monstre-sadique-pervers-pédophile, alors que les statistiques montrent que l'écrasante majorité des abus sont commis dans le cadre de la famille ou des proches amis. Quelle hypocrisie!